



Marchés publics de prestations intellectuelles

Agence française de développement
5, rue Roland-Barthes
75012 PARIS

Objet :

**Gestion financière, comptable et administrative des fonds du programme de
Renforcement des capacités du système éducatif (SCG)**

Réf. AFD/

CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES TERMES DE REFERENCE

SOMMAIRE

1.	Présentation des entités du groupe AFD.....	Erreur ! Signet non défini.
4.	Présentation du Service Prescripteur	Erreur ! Signet non défini.
5.	Contexte et objectifs de la mission	Erreur ! Signet non défini.
	Le contexte du programme	Erreur ! Signet non défini.
6.	L’AFD dans le secteur de l’éducation au Bénin.....	4
7.	Présentation du programme	5
8.	Le mode opératoire du programme	Erreur ! Signet non défini.
9.	Les modalités de versement du projet	Erreur ! Signet non défini.
10.	Les modalités de contrôle de l’opportunité des activités du programme	Erreur ! Signet non défini.
11.	Objet du marché.....	Erreur ! Signet non défini.
12.	Prestation attendue dans le cadre de la présente consultation	Erreur ! Signet non défini.
1.	Profil du mandataire	10
2.	Rôles et responsabilités du mandataire	Erreur ! Signet non défini.
3.	Calendrier et volume de travail indicatif	Erreur ! Signet non défini.
5.	Offre technique et financière	Erreur ! Signet non défini.

1. Groupe Agence Française de Développement

L'AFD contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. À travers ses activités de financement du secteur public et des [ONG](#), ses travaux et publications de [recherche](#), ses [formations sur le développement durable](#) et ses actions de [sensibilisation en France](#), elle finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et plus résilient.

Depuis plus de quatre-vingts ans, l'Agence se mobilise pour lutter contre la pauvreté et favoriser le développement humain et socio-économique dans les pays en voie de développement. L'agence construit avec ses partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations concernées. Ses équipes sont engagées sur plus de 2 700 projets et 120 pays, dans les territoires en crise, dans les Outre-mer et pour les biens communs : le [climat](#) (avec l'ambition d'une activité 100 % Accord de Paris), l'[égalité femmes-hommes](#), la [biodiversité](#), la paix (avec notamment le [Fonds Paix et résilience Minka](#)), l'[éducation](#) ou encore la [santé](#). L'agence contribue ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des ODD, pour un monde en commun.

Suite à l'adoption par le Parlement le 4 août 2021 du [programme de loi relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales](#), l'agence interministérielle de coopération technique internationale [Expertise France](#) a rejoint le groupe AFD le 1^{er} janvier 2022. Ce renfort confirme le rôle de plateforme opérationnelle, à la fois financière et technique, du groupe AFD, fort d'une palette d'instruments de développement durable inédite au service de ses clients. Expertise France travaille aux côtés des pays partenaires pour les conseiller et les accompagner dans le renforcement de leurs politiques publiques. Complémentaire de l'apport de ressources financières pour le développement, la coopération technique est au cœur de la réponse que la France apporte face aux défis environnementaux, sanitaires, sociaux, économiques ou sécuritaires auxquels les États sont aujourd'hui confrontés.

Filiale exclusivement dédiée au secteur privé du groupe AFD, [Proparco](#) intervient depuis plus de quarante-cinq ans pour promouvoir un développement durable en matière économique, sociale et environnementale. Proparco participe au financement et à l'accompagnement d'entreprises et d'établissements financiers en Afrique, en Asie, en Amérique latine ou encore au Moyen-Orient. Son action se concentre sur les secteurs clés du développement : les infrastructures avec un focus sur les énergies renouvelables, l'agro-industrie, les institutions financières, la santé, l'éducation...

L'ensemble des informations relatives à l'AFD, et notamment sa Charte d'Ethique que le prestataire est fortement invité à consulter, est accessible sur le lien suivant : www.afd.fr

2. Service prescripteur

La Division de l'Emploi, de la Formation et de l'Education (EFE) de l'AFD, au sein de la Direction exécutive Solutions de Développement Durable, se positionne sur l'ensemble du continuum éducatif : éducation primaire et secondaire, enseignement supérieur, formation

professionnelle, insertion sur le marché du travail par l'emploi et l'entrepreneuriat. L'acquisition de savoirs et de compétences tout au long de la vie (ODD 4) et l'accès à l'emploi (ODD 8) sont les piliers d'un développement économique et social plus juste et plus durable. Les financements de la Division EDU visent notamment à : 1) Promouvoir des parcours d'éducation et de formation de qualité et l'accès à un emploi décent ; 2) Contribuer par les compétences et l'emploi à l'émergence de modèles économiques plus durables et justes ; 3) Renforcer la résilience des populations et des systèmes éducatifs face aux fragilités et aux crises.

3. Contexte et objectifs de la prestation

Conformément au nouveau modèle du [GPE](#), depuis début 2022, le Bénin s'est engagé dans le processus d'élaboration de son [Pacte de Partenariat](#) (PP). Sur la base d'une analyse critique de l'état du système, formalisée dans le document des [facteurs favorables](#) (FF)¹, les partenaires ont élaboré le PP centré autour de la réforme transformationnelle suivante : « Renforcement de l'acquisition des connaissances et des compétences de base par toutes les filles et tous les garçons de 3 à 18 ans ». Cette réforme vise à assurer qu'à la fin du [PSE en vigueur](#), tous les enfants en âge scolaire, en particulier les filles, les enfants handicapés, les adolescent.e.s hors de l'école, les enfants des groupes minoritaires et ceux/celles confrontés aux situations d'urgence, apprennent sur une base équitable et acquièrent le niveau requis de connaissances et de compétences de base.

Pour soutenir la mise en œuvre du PP, le GPE met à la disposition du Bénin un financement via 3 guichets : le STG et le GEA exécutés dans le cadre du programme WEZIZA (Agent Partenaire UNICEF²), ainsi qu'un financement du guichet SCG³ pour le renforcement des capacités du système. Le présent marché s'inscrit dans le cadre de ce guichet⁴ pour lequel l'AFD a été désignée en tant qu'Agent Partenaire (AP) par le Groupe Local de l'Education (GLPE) le 12 juin 2025.

L'AFD souhaite recourir aux services d'un prestataire pour assurer la gestion financière, comptable et administrative quotidienne des fonds.

3.1 L'AFD dans le secteur de l'éducation au Bénin

L'AFD intervient dans le secteur de l'éducation au Bénin depuis les années 2000, en s'appuyant sur une approche intégrée qui valorise le continuum éducation–formation–emploi. Son action vise à soutenir de manière globale la stratégie nationale de promotion d'une éducation de qualité et du développement de l'EFTP. Dans l'éducation secondaire, elle contribue à renforcer les acquis du primaire et à encourager la poursuite de la scolarisation, en particulier pour les jeunes filles, au travers de la construction et de l'équipement de salles de classe et de blocs de latrines,

¹ Approuvé par le GLE en août 2022 puis par le Groupe Consultatif Technique Indépendant en septembre 2022

² 38,550 M USD dont 25,7M USD au titre du STG et 12,85M USD au titre du GEA

³ D'un montant total initial de 2,4M USD. De ce montant, USD 626 447,53 ont été utilisés par l'AP UNICEF pour les processus de consultations relatifs à l'élaboration des FF, du PP et du dialogue sectoriel à travers l'organisation des revues.

⁴ Dont le reliquat s'élève à 1 M USD, équivalent de 855 100 €

du renforcement des dispositifs de pilotage et de gouvernance des établissements, ainsi que de l'appui à la révision des curricula avec un accent particulier sur l'enseignement des sciences. Dans l'éducation technique et la formation professionnelle, l'AFD accompagne la définition des formations et des curricula en lien avec les besoins des secteurs socio-économiques pour renforcer l'employabilité des jeunes, soutient la construction des infrastructures et l'acquisition des équipements nécessaires, forme les formateurs et appuie le pilotage du système en articulation étroite avec les entreprises. Cet appui concerne à la fois la formation initiale et continue à tous les niveaux, avec une priorité donnée à la formation agricole et rurale, conformément à l'ambition du gouvernement de déployer 30 lycées techniques agricoles d'ici 2030 selon une approche territoriale.

Dans l'enseignement supérieur, l'AFD contribue à la professionnalisation et à l'excellence du système universitaire béninois par un soutien aux centres d'excellence et aux instituts spécialisés, ainsi que par le développement de partenariats entre universités françaises et béninoises à travers le Partenariat pour les Établissements Africains, ciblant les domaines prioritaires définis par le gouvernement. L'ambition de structurer un pôle de formation professionnelle supérieure autour de Sèmè City pourrait également faire l'objet d'un appui technique, notamment pour renforcer son articulation avec les instituts nationaux et régionaux, définir les compétences et formations à développer et encourager les partenariats entre établissements.

Le portefeuille actuel de l'AFD dans le secteur représente 175 M€, dont 150 M€ en prêts souverains, et comprend six projets bilatéraux visant à renforcer l'enseignement et la formation techniques et professionnels, à améliorer la qualité des enseignements et à renforcer le pilotage du secteur. L'AFD soutient également le développement de l'entrepreneuriat pour favoriser la création d'emplois pour les jeunes formés. Enfin, elle joue un rôle actif dans la coordination des partenaires techniques et financiers en assurant le leadership du Groupe Technique Éducation, après avoir présidé le sous-groupe dédié à l'ETFP.

3.2 Présentation du programme

Le programme SCG vise à renforcer les fonctions systémiques clés du secteur éducatif - planification, financement, résilience et égalité de genre - afin d'appuyer la réforme transformationnelle du PP. Il est organisé autour de trois guichets complémentaires :

Guichet 1 (250 260 euros) : renforcer la planification sectorielle et l'intégration du genre, notamment à travers l'examen de mi-parcours du PP, qui constituera un moment clé pour évaluer les progrès, ajuster les interventions et préparer la dernière phase du Plan Sectoriel de l'Éducation (PSE 2018-2030). Cet examen inclura une phase d'auto-évaluation, un dialogue inclusif facilité par une expertise externe, et se conclura par un rapport pays et un mémorandum validé par le Conseil d'Administration du GPE. Parallèlement, des études et diagnostics permettront de préparer la période 2026-2030, d'actualiser le cadre des résultats et d'intégrer plus systématiquement les dimensions d'équité et d'égalité des genres. Un dispositif amélioré de capitalisation des bonnes pratiques et de mise à l'échelle sera également exploré afin d'alimenter efficacement le dialogue sectoriel.

Guichet2 (261 798,22 euros): coordonner la mobilisation des financements et le renforcement du dialogue sectoriel. Il porte notamment sur des analyses approfondies des modalités

d'alignement des financements, en s'inspirant des expériences nationales et internationales, et sur la conception d'un mécanisme de suivi des financements du secteur. Il prévoit aussi un appui à la budgétisation sensible au genre et un renforcement des chaînes PPBSE dans les ministères. En matière de coordination, le programme soutiendra la refonte du format des revues sectorielles annuelles, afin de les rendre plus inclusives, plus analytiques et mieux alignées sur les objectifs du PSE et du PP, en intégrant systématiquement le suivi des indicateurs d'égalité des genres. Une expertise technique accompagnera le Groupe Technique Éducation (GTE) et appuiera la mise en œuvre des activités prévues. Enfin, le programme permettra de finaliser le cadre normatif du secteur, inachevé depuis 2023, afin de définir les normes minimales pour une école de qualité au Bénin.

Guichet 3 (342 681,79 euros) : renforcer les capacités des acteurs et à adapter les interventions pour favoriser la mise en œuvre à grande échelle. Il appuiera la prise en compte des vulnérabilités aux crises et le renforcement de la résilience du système éducatif conformément aux normes INEE et Safe Schools, notamment via la structuration de la collecte et du suivi des données en situation d'urgence. Le programme soutiendra aussi la réforme du STP-PDDSE en renforçant ses capacités techniques, organisationnelles et matérielles, ainsi que les réformes du Conseil National de l'Éducation (CNE) en appui au fonctionnement de ses commissions techniques et au développement du cadre méthodologique du RESEN.

Le suivi-évaluation du SCG sera intégré dans les mécanismes sectoriels existants, avec un tableau de bord conjoint MEMP-AFD permettant un pilotage régulier.

4. Principaux objectifs et responsabilités du prestataire

4.1. Mode opératoire

Trois types de modalités de mise en œuvre sont prévus :

- 1) **Marchés en maîtrise d'ouvrage direct de l'AFD** : marchés réalisés conformément au code des marchés publics français (étude alignement, expert en charge de la coordination sectorielle, etc.)
- 2) **Subvention à l'UNESCO IIPE et UNESCO Bénin** : un institut spécialisé de l'UNESCO, avec une expertise unique sur des domaines clés du SCG (notamment l'examen de mi-parcours du PP ou préparation de la phase finale de l'exécution du PSE).
- 3) **Marché : gestionnaire des fonds** (agent fiduciaire) : contractualisation d'un prestataire en charge de suivi financier, comptable et administrative des dépenses encourues localement et de faible montant. L'objet du présent marché.

En complément des maîtrises d'ouvrages spécifiques (UNESCO et UNESCO/IIPE) à mobiliser par l'AFD en accord avec le gouvernement de la République du Bénin, les présents TDR visent à mobiliser les services d'un gestionnaire (/agent fiduciaire) afin d'assurer une gestion financière rigoureuse et transparente des dépenses du programme. Le principal objectif de la prestation : **assurer la prise en charge des frais relatifs aux activités réalisées localement pour atteindre les objectifs des activités du guichet SCG.**

4.2. Principaux objectifs de la présente prestation

Le prestataire assure, pour le compte de l'AFD, la gestion courante des fonds délégués à l'AFD. Il est, à ce titre, en charge de la gestion comptable, financière et administrative des ressources relatives à la réalisation des activités de la délégation. Il assume cette tâche en étroite collaboration avec le bureau de l'AFD à Cotonou - son interlocuteur direct. A ce titre, il sera responsable de

- Assurer la contractualisation avec les prestataires pour les activités qui le nécessitent :
 - 1. Mobilisation de l'équipe nationale dans le cadre de l'examen de mi-parcours du pacte de partenariat PME : forfait pour les frais d'ateliers (location, restauration) et per diem relatifs aux travaux pour les participants et membres de l'équipe nationale
 - 2. Mobilisation de l'équipe nationale dans le cadre de la préparation de l'évaluation finale du PSE et du prochain cycle de planification : forfait pour les frais d'ateliers (location, restauration) et per diem relatifs aux travaux pour les participants et membres de l'équipe nationale
 - 3. Mobilisation de l'équipe nationale dans le cadre de l'appui à alignement des financements pour une éducation de qualité pour tous : forfait pour les frais d'ateliers (location, restauration) et per diem relatifs aux travaux pour les participants et membres de l'équipe nationale
 - 4. Mobilisation de l'équipe nationale et organisation des missions (1/an) puis ateliers de modélisation (1/an) dans le cadre des visites conjointes annuelles et du partage des bonnes pratiques et leçons apprises : per diem des cadres nationaux, carburant, ateliers préparatoires et d'élaboration de l'aide-mémoire, organisation de réunions des consultations et coordination à divers niveaux (central et déconcentré)
 - 5. Mobilisation de l'équipe nationale dans le cadre de l'appui à alignement des financements pour une éducation de qualité pour tous : forfait pour les frais d'ateliers (location, restauration) et per diem relatifs aux travaux pour les participants et membres de l'équipe nationale
 - 6. Mobilisation d'expertise en appui à l'équipe nationale dans le cadre de l'appui à la coordination et l'assurance qualité du secteur : forfait pour les frais d'ateliers (location, restauration), per diem relatifs aux travaux pour les participants et membres de l'équipe nationale, forfait pour l'organisation des réunions de coordination sectorielle (4/an)
 - 7. Mobilisation de l'équipe nationale dans le cadre de la prise en compte des enjeux de vulnérabilités aux crises et soutien à la résilience des acteurs et structures éducatives : forfait pour les frais d'ateliers de conception des outils et de pilotage des tests (location, restauration) et per diem relatifs aux travaux pour les participants et membres de l'équipe nationale
 - 8. Mobilisation d'expertise en appui à l'approfondissement de l'audit du Secrétariat Technique Permanent (STP) et sa restructuration : honoraires, per diem, voyage international, forfait pour les actions de formations des acteurs du secteur (à la carte, prestataires nationaux)
 - 9. Mobilisation d'expertise en appui à l'équipe nationale dans le cadre de l'appui au CNE : honoraires, per diem, voyage international, forfait pour les actions de formation des RH (à la carte)⁵, forfait pour les frais d'atelier et per diem relatifs aux travaux pour les participants et membres de l'équipe nationale

⁵ Pour la ligne formation CNE, un ANO de l'AFD est à obtenir avant tout financement.

Pour ces activités, la partie nationale, sous la coordination du Secrétariat Technique Permanent (STP) du plan sectoriel de l'éducation, élabore, sur la base du plan de travail annuel – avec mise à jour trimestrielle, les TDR + le budget + 3 devis qui feront l'objet d'un avis de l'AFD Cotonou. Cet avis de l'AFD, préalable à l'organisation de l'événement, donne le droit au gestionnaire de contractualiser avec le prestataire.

- Effectuer les paiements conformément aux procédures et dispositions contractuelles avec l'AFD (yc per diems).
- Archiver selon les normes comptables en vigueur au Bénin, toutes les pièces justificatives comptables, financières et administratives du programme SCG.

Pour ce faire, le prestataire doit être en mesure de :

- assurer une gestion saine et transparente des fonds du guichet,
- disposer les outils et les compétences nécessaires pour faire un suivi rigoureux et traçable des flux financiers
- avoir un système de gestion informatisé fiable et sécurisée, et enfin,
- disposer d'un dispositif robuste de contrôle interne financier.
- passer des contrats de faible montant de moins de 40 000 euros selon la réglementation applicable
- réaliser les diligences sur les bénéficiaires des fonds⁶ (personnes physiques et morales) et conserver les résultats des recherches (ex : <https://gels-avoirs.dgtresor.gouv.fr/>)

Le prestataire est responsable de l'utilisation des fonds vis-à-vis de l'AFD.

4.3. Principales caractéristiques du contrat

- **Montant** : le montant maximum total des fonds délégués, hors commission de prestataire, s'élève à **270 000 €**.
- **Versements du fonds** : Les 4 versements (hors avance) seront réalisés sur base de 25% du montant total du contrat. Le premier versement se fera sur base de la programmation conjointement validée entre le Prestataire et l'AFD et le renouvellement se fera sur la base de consommation de 65% du précédent versement et après validation du rapport financier (incluant l'extrait du compte, un rapprochement bancaire, un rapport narratif succinct sur l'utilisation des fonds et tous les justificatifs des dépenses). La facture devra être soumise à l'AFD. L'avance serait remboursée aux parts égales (10%-10%) de deux derniers versements.
- **Echéancier de paiement des honoraires et du versement du fonds** :
Avance de 20% à la signature du contrat, si acceptée

⁶ Les mesures de gel prises dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, qu'elles soient internationales, européennes ou nationales, impliquent pour les personnes assujetties aux obligations de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LCB-FT) de geler sans délai les fonds et autres biens des personnes ou entités désignées par ces mesures, et de s'assurer qu'aucun fonds ou autre bien ne soit mis, directement ou indirectement, à la disposition ou utilisés au profit de ces personnes ou entités.

- 1) Versement n°1 (25% des fonds et 25% des honoraires) : à la réception et validation par l'AFD de la note de cadrage
 - 2) Versement n°2 (25% des fonds et 25% des honoraires) : à la réception et validation par l'AFD du rapport financier n°1, après consommation de 65% du précédent versement (25% des fonds et 25% des honoraires)
 - 3) Versement n°3 (25% des fonds et 25% des honoraires) : à la réception et validation par l'AFD du rapport financier n°2 (25% des fonds et 25% des honoraires) – remboursement de 10% de l'avance
 - 4) Versement n°4 (25% des fonds et 25% des honoraires) : à la réception et validation par l'AFD du rapport financier n°3 (25% des fonds et 25% des honoraires) – remboursement de 10% de l'avance
 - 5) Remboursement du reliquat sur la base du rapport financier n°4.
- **Livrables :**
 - 1) Note de cadrage : 1 mois après le démarrage de la mission
 - 2) Rapport financier n°1 : après consommation de 65% du précédent versement
 - 3) Rapport financier n°2 : après consommation de 65% du précédent versement
 - 4) Rapport financier n°3 : après consommation de 65% du précédent versement
 - 5) Rapport financier n°4 : clôture du contrat et remboursement du reliquat éventuel (si fonds non utilisés)
 - **Durée :** le contrat se clôturera après la fin du programme du guichet SCG qui est estimée au 31 juin 2028. Un rapport final, incluant l'extrait du compte, serait soumis à l'AFD à ce moment. Sa validation marquera la fin de prestation.
 - **Planification des activités :** l'agence de l'AFD à Cotonou élaborera, en étroite collaboration avec le Secrétariat Technique Permanent (STP), un plan de travail bimensuel. Celui-ci donnera au prestataire la visibilité nécessaire pour anticiper les besoins de trésorerie. Un tableau récapitulatif des grands types d'activités est proposé en annexe 1 ;
 - **Comptes :** les fonds destinés à l'exécution des activités seront versés à un compte dédié (ouvert dans une banque commerciale et dont le RIB sera partagé à l'AFD), créé pour les buts de ce contrat et qui recevra uniquement les fonds de ce financement SCG.
 - **Éligibilité des dépenses :** seules les activités inscrites dans la note conceptuelle et le budget SCG, approuvés par le GPE, sont éligibles et pourront être payées par le gestionnaire.
 - **Commission :** elle sera payée au pro rata au moment de chaque versement. Ces frais seront clairement explicités dans chaque facture. Elle est incluse dans le versement de l'AFD au compte dédié, d'où le prestataire peut le défalquer.
 - **Application des bonnes pratiques de gestion des « achats » :** pour les activités nécessitant des achats (hors per diems et carburant), le prestataire soumettra à l'avis de non-objection de l'agence de Cotonou 3 devis et procédera à la contractualisation à la réception de l'accord de l'AFD.
 - **Grille de per diems :** sera appliqué dans le cadre de ce financement la grille appliquée par les PTF pour les activités (Décret N°2000-644 du 29 décembre 2000 portant régime des frais de mission à l'intérieur du territoire national, le décret 1995-109 du 31 mars 1995 portant régime des indemnités de mission à l'étranger, le décret n°2007-155 du 3 avril 2007 relatifs aux frais de mission et la lettre circulaire N°2601-

c/MEF/DC/SGM/DGB/DNCF/DGTCP du 23 septembre 2025 portant application des taux des frais de mission aux CVA)

- **Lieu d'exécution** : Bénin. A minima une représentation de gestionnaire au Bénin est attendue. L'AFD peut l'inviter à participer à toutes rencontres utiles à la réalisation des objectifs de la prestation.

Pour la ligne formation CNE, un ANO de l'AFD est à obtenir avant tout financement.

5. Expertises et profil du prestataire

5.1 Profils et compétences attendus

Le gestionnaire retenu devra être un cabinet d'expertise comptable ou de gestion. Il devra disposer des expériences et compétences avérées dans le domaine de la gestion fiduciaire (gestion, comptabilité, administration, passation des marchés, etc.).

Expériences attendues :

- Disposer des ressources humaines capables et suffisantes afin d'assurer une gestion efficace des ressources et de ce fait, une réalisation optimale des activités.
- Disposer d'une riche expérience en matière de gestion financière comptable au Bénin ou autre pays de la sous-région (d'au moins 5 ans d'existence).
- Au moins un des experts mobilisés doit être inscrit au tableau de l'ordre des experts comptables du Bénin ou d'un pays de la sous-région (Afrique de l'Ouest)
- Disposer d'expériences similaires – à minima 2 expériences significatives dans les 5 dernières années.
- La gestion de fonds délégués par une entité similaire à l'AFD sera appréciée

Compétences attendues :

Pour la bonne réalisation de la mission, il est attendu que le personnel clé comprenne à minima :

- i) un expert-comptable diplômé, avec au moins 10 ans d'expérience en matière gestion comptable et d'audit financier, inscrit au tableau de l'ordre des experts comptables du Bénin ou d'un pays de la sous-région (Afrique de l'Ouest) ;
- ii) un profil comptable/ gestionnaire/ auditeur avec une expérience et des qualifications professionnelles appropriées.
- Le cabinet doit disposer des experts avec une expérience dans la passation des marchés.

Annexe - Grille de défraiements applicable au Bénin

TAUX DES FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR

GRUPE	CLASSEMENT PAR CATEGORIE	MISSION OBLIGEANT A PRENDRE UN (1) REPAS AU DEHORS	MISSION OBLIGEANT A PRENDRE DEUX (2) REPAS AU DEHORS	MISSION POUR UNE JOURNEE COMPLETE
I	<ul style="list-style-type: none"> - Les Membres du Gouvernement - Les Directeurs des Cabinets Civil et Militaire du Président de la République et leurs Adjoints - Le Secrétaire Général à la Présidence de la République - Le Secrétaire Général du Gouvernement & ses Adjoints - Le Secrétaire Général du MAEC - Les Ambassadeurs accrédités - le Grand Chancelier & le Vice-Gd. Chancelier - L'Inspecteur Général des Finances - L'Inspecteur Général des Affaires Administratives - L'Inspecteur Général du MAEC - Les Membres de la Commission Electorale Nationale Autonome 	10.000	20.000	35.000
II	<ul style="list-style-type: none"> - Les DC des Ministères et leurs Adjoints - Les Secrétaires Généraux des Ministères - Les Chefs d'Etat-Major et leurs Adjoints - Le Directeur de la Gendarmerie Nationale - Le Directeur Général de la Police Nationale - Le Commandant des Forces Aériennes - Le Commandant des Forces Navales - Le Procureur Général près la Cour Suprême - Les Inspecteurs des organes de contrôle à compétence nationale - Les Consuls - Les Conseillers Techniques & Chargés de Mission du Président de la République - Le Recteur et le Vice-Recteur de l'Université Nationale du Bénin - Les Préfets - Les Membres de la Commission Electorale Départementale - Autres Agents à indices 800 et plus 	8.500	18.000	32.000
III	<ul style="list-style-type: none"> - Les Conseillers Techniques des Ministres - Les Membres de la Commission Electorale Locale (CEL/CENA) - Les DG des Sociétés et Offices d'Etat et leur Adjoints - Les Directeurs Centraux et Techniques des Ministères - Les CC du Président de la République et des Ministres - Les Chefs de Protocole du Président de la République - Les Attachés de Cabinet - Les Attachés de Presse - Autres Agents à Indices 400 à 799 	7.000	14.000	28.000
IV	- Tous Agents à Indices inférieur à 400	5.000	10.000	20.000
V	- Les Chauffeurs dans l'exercice de leurs fonctions	3.000	5.000	10.000

Pour les autres types de prestations, se référer au répertoire des prix de référence publié annuellement par le ministère de l'économie et des finances. La version relative à la 18^{ème} édition de novembre 2024 est accessible au lien : [e-repertoire-des-prix-de-reference-18-eme-edition-v250.pdf](https://www.mef.bj/telechargement/telecharger/18-eme-edition-repertoire-des-prix-de-reference-2024)

A titre d'exemple :

Prestation de restauration :

6299 1111 111 1111	AUTRES ACQUISITIONS DE SERVICES	RESTAURATION DE TYPE COCKTAIL LORS DU LANCEMENT OU DE CLÔTURE DES SEMINAIRES, ATELIERS, FORUMS... (PETITS FOURS, BROCHETTES DE BŒUF, CAFÉ/THE AU LAIT, JUS NATURE OU SALADE DE FRUITS, BOUTEILLE D'EAU/BOISSONS SOBEBRA DE 33CL)	U	2 700	4 500
6299 1111 111 1112	AUTRES ACQUISITIONS DE SERVICES	RESTAURATION DE TYPE DEJEUNER/DÎNER AMÉLIORÉ LORS DES SEMINAIRES, ATELIERS, FORUMS... (APPERITIF, ENTRÉE CHAUD/CRUE, RESISTANT, DESERT SOUS FORME DE FRUIT DE SAISON/SALADE DE FRUIT, BOUTEILLE D'EAU, BOISSON SOBEBRA DE 33CL)	U	4 800	8 000
6299 1111 111 1113	AUTRES ACQUISITIONS DE SERVICES	RESTAURATION DE TYPE DEJEUNER/DÎNER SIMPLE LORS DES SEMINAIRES, ATELIERS, FORUMS... (ENTRÉE CHAUDE/CRUE, RESISTANT, BOUTEILLE D'EAU OU BOISSON SOBEBRA DE 33CL)	U	3 600	6 000
6299 1111 111 1114	AUTRES ACQUISITIONS DE SERVICES	RESTAURATION DE TYPE PETIT DEJEUNER/PAUSE CAFÉ AMÉLIORÉ LORS DES SEMINAIRES, ATELIERS, FORUMS... (BOULLIE, BEIGNET, SANDWICH PAIN VIENNOIS, CAFÉ/THE AU LAIT, CROISSANT/FRIAND/PETITS FOURS, IGNAME FRIT/POMME FRIT, BROCHETTE DE VIANDE/POISSON, FRUITS DE SAISON, BOUTEILLE D'EAU/BOISSON SOBEBRA DE 33CL)	U	2 100	3 500
6299 1111 111 1115	AUTRES ACQUISITIONS DE SERVICES	RESTAURATION DE TYPE PETIT DEJEUNER/PAUSE CAFÉ SIMPLE LORS DES SEMINAIRES, ATELIERS, FORUMS... (BOULLIE, BEIGNET, SANDWICH PAIN SIMPLE, CAFÉ/THE AU LAIT, BOUTEILLE D'EAU/BOISSON SOBEBRA DE 33 CL)	U	1 500	2 500

Communication :

6183 1111 111 1113	DÉPENSES DE COMMUNICATIONS	ABONNEMENT PRO PLATEFORME ZOOM – UN UTILISATEUR/MOIS: SOLUTION PROFESSIONNELLE VISIOCONFÉRENCE DANS LE CLOUD; - NOMBRE UTILISATEURS : 1; - DURÉE DE LA RÉUNION : JUSQU'À 30 HEURES- NOMBRE DE PARTICIPANTS AU MOINS 100	MOIS	11 250	18 750
--------------------	----------------------------	---	------	--------	--------